

« Une communauté fermée que l'on connaît mal »

NEMS, vêtements et sacs ; voilà les domaines traditionnels des Chinois de Paris, au nombre de 15 000 en situation régulière, selon l'Insee, une donnée sous-estimée selon la mairie. Pour diversifier les horizons professionnels de cette communauté grandissante, l'opération « Chinois d'Europe et intégration » a rassemblé autour de la municipalité plusieurs associations et la mission locale (ML) Paris-Centre, entre 2002 et 2005.

« C'est une communauté fermée que l'on connaît mal et sur laquelle on a des a priori, du genre "ils sont bien intégrés" ou "ils sont bons à l'école" », constate Khédidja Bourcart, adjointe au maire du 11^e arrondissement, chargée de l'intégration et des étrangers non communautaires. « Il faut éviter de les confiner aux secteurs de la restauration, du textile et de la maroquinerie », ajoute l'élu, consciente des tensions dues à la prolifération des commerces chinois dans son quartier et dans le Nord-Est parisien. Sous l'impulsion de l'association Batik International, M^{me} Bourcart a coordonné ce plan destiné aux femmes et aux jeunes, « populations les plus fragiles et les plus susceptibles d'être des vecteurs de l'intégration », explique-t-on à la mairie. « Les femmes entretiennent un lien avec l'école et les jeunes ont un avenir ici, ils ne sont pas en

transit. » C'est le cas de Yu-Hsuan Huang, 29 ans, arrivée en France avec un visa d'étudiante en 2000 et bénéficiaire du projet. « Je ne compte plus rentrer en Chine, même si au fond je suis toujours une étrangère ici », dit-elle.

La démarche s'appuie sur trois volets : l'information, qui passe notamment par une permanence à la mairie du 3^e arrondissement où interviennent régulièrement l'ANPE et la ML Paris-Centre ; la formation, assurée par l'Association de soutien linguistique et culturel (ASLC) et un centre de formation d'apprentis (le Cifap) ; la médiation, confiée à l'association franco-chinoise Pierre-Ducercf.

Selon la mairie, 1 190 Chinois ont bénéficié de ces mesures. Mais au final, seule une dizaine d'entre eux ont trouvé un emploi dans le cadre de ce plan. Un bilan modeste. « Si nous avions voulu faire du chiffre, nous n'aurions pas choisi une communauté aussi difficile à aborder », souligne une responsable municipale.

Réalisé dans le cadre du programme européen Equal qui ne fixe pas d'objectifs quantitatifs, le projet mise plutôt sur l'originalité de la démarche. Avec un budget de 900 000 euros, alloué pour moitié par le Fonds social européen (FSE), il s'est appuyé sur deux partenaires étrangers.

Paris a choisi la chambre de métiers de Münster, en Allemagne, et la province de Prato, près de Florence, en Italie, où les migrants chinois des années 1990 représentent près de 9 % de la population, selon Batik International. « L'idée était d'échanger sur nos expériences avec

Paris, où l'immigration chinoise est plus ancienne qu'à Prato », explique Giancarlo Maffei, ancien vice-président de la province, consultant spécialisé dans les relations avec les entreprises chinoises.

« Les Italiens ont mieux su placer des jeunes dans des entreprises », estime Isabelle Devaux, directrice du programme Asie de Batik International. Le bilan est, en réalité, inégal selon les populations cibles. Côté jeunes, l'échec est patent à Paris. Au Cifap, aucun n'a achevé sa formation. A la ML Paris-Centre, Hervé Clément, conseiller, souligne « la volatilité de ce public, tiraillé entre la volonté de suivre les formations linguistiques et le fait de devoir travailler dans la famille ». En 2004 et 2005, seuls 12 jeunes ont été suivis puis sont sortis du circuit. Ils souffrent d'une forte pression familiale, confirme

M^{me} Devaux, qui se souvient d'une fille brillante contrainte d'abandonner ses projets pour travailler dans le magasin familial. Ce phénomène se retrouve en Italie. « Il est plus facile de faire entrer des jeunes

Italiens dans des entreprises chinoises que

l'inverse », dit M. Maffei.

En revanche, à Paris, côté femmes, plusieurs ont bénéficié d'une formation dans les secteurs de la petite enfance et de la médiation. Aujourd'hui, cinq trivailleraient dans une crèche franco-chinoise créée par l'ASLC. D'autres femmes ont appris les métiers de la médiation grâce à l'association Pierre-

Ducercf, qui, sur 19 personnes formées, en a

recruté trois, dont Yu-Hsuan Huang.

Au total, une opération difficile à mener : si quelques Chinois expriment un besoin d'aide, la plupart se soumettent à la loi du silence. Beaucoup de personnes contactées n'ont pas souhaité s'exprimer. Mais l'important, aux yeux de M^{me} Bourcart, était d'« ouvrir un dialogue » et de « pouvoir participer à autre chose qu'au Nouvel An chinois ». ■